

Palestine : cessez-le-feu immédiat

Le bilan de l'opération « barrière de protection », véritable punition collective contre le peuple palestinien lancée par Israël dans le but avoué de mettre fin à l'unité palestinienne retrouvée a causé en 3 jours dans un déluge de bombardements la mort d'au moins 85 morts palestiniens, dont 25 enfants, 14 femmes et 12 personnes âgées en trois jours, et plus de 500 blessés. Au prétexte de combattre le Hamas auquel il fournit un prétexte pour verser dans la violence, Israël mène en réalité la guerre au peuple palestinien – la communauté internationale se doit de s'opposer à cette entreprise de chaos.

Une réunion d'urgence de l'ONU, demandée par l'Autorité palestinienne, a lieu ce 10 juillet : pour le PCF, la responsabilité de la France est que cette réunion débouche absolument sur un cessez-le-feu immédiat, la condamnation des actes de guerre illégaux commis par Israël, et la convocation urgente d'une réunion multilatérale pour créer les conditions d'une sortie de crise. Le Conseil de sécurité a le devoir d'assurer la protection et la sécurité de la population palestinienne.

La France doit jouer un rôle positif pour la désescalade de la violence et pour la paix. De ce point de vue, les déclarations partiales du président François Hollande qui, dans un communiqué, "a exprimé la solidarité de la France face aux tirs de roquette en provenance de Gaza" sans un seul mot pour les victimes palestiniennes ne sont pas acceptables abandonnant, au mépris des engagements français, les Palestiniens à leur sort. Les États-Unis, qui pour leur part sont sortis de leur silence pour appeler la gouvernement de Netanyahou à plus de « retenue » font à leur tour preuve de lâcheté politique quand il s'agirait de mettre tout en œuvre sur le plan politique pour mettre un terme aux violences.

Le PCF appelle le gouvernement français et l'Union européenne à prendre toutes leurs responsabilités et à cesser toute coopération et les accords d'association avec Israël tant que le droit international ne sera pas respecté, que les bombardements et la colonisation se poursuivront. Sans condamnation, ni sanctions il n'y a pas de chemin vers la paix possible. Le PCF participera demain à une délégation au ministère des affaires étrangères du Collectif national pour une paix Juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, dont il est membre, pour obtenir une réelle initiative de paix de la part de la France, et appelle au rassemblement devant le ministère des Affaires étrangères - métro Invalides
vendredi 11 juillet à 16 heures

Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza

Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem

Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza

Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international

Pour le soutien au gouvernement d'entente nationale

Parti communiste français,

Paris le 10 juillet 2014